

Paris, Seine-Saint-Denis, le 27 mars 2019

Suite aux violences récentes, dans plusieurs villes de la région parisienne, perpétrées à l'encontre des personnes Roms ou perçues comme Roms, les associations condamnent ces actes racistes et appellent à une protection pérenne des personnes concernées.

Nos associations et collectifs ont recueilli les témoignages de nombreuses personnes qui ont relaté les faits qui se sont déroulés ces derniers jours dans plusieurs villes d'Ile-de-France[1], et tout particulièrement dans la nuit du lundi 25 mars : descentes d'hommes armés dans les bidonvilles, menaces de mort ou d'incendie, coups de feu tirés sur les lieux de vie des personnes, agressions physiques.

Les personnes concernées témoignent des effets délétères de ces violences : elles vivent depuis plusieurs jours dans la terreur d'être victimes d'actes malveillants, les enfants ne dorment plus, les adultes s'organisent pour veiller toute la nuit, en bref, la vie est suspendue. Les personnes qui vivent en bidonvilles et/ou qui conduisent une camionnette (pour leur activité de ferrailage le plus souvent) n'osent souvent plus en sortir pour poursuivre leurs activités habituelles (travail, école, courses alimentaires, soins de santé...). Les familles doivent cesser de vivre dans la terreur.

Pour nos associations, ces actes violents sont des actes racistes et doivent être dénoncés et condamnés comme tels. Il est intolérable qu'une communauté dans son ensemble, quelle qu'elle soit, réelle ou imaginée, soit prise pour cible et serve de bouc émissaire. Le racisme anti-roms est, en France, le racisme le plus généralisé. Ce rejet a été alimenté, ces dernières années, par des paroles inacceptables de responsables politiques, du discours de Grenoble de N. Sarkozy en 2010, aux propos de M. Valls en 2013 en passant par des propos racistes très fréquents de la part d'élus locaux. Il trouve également son terreau dans les clichés, stéréotypes, préjugés véhiculés dans toute la société française.

Aujourd'hui, aux côtés des Roms vivant en France, nous appelons les pouvoirs publics à prendre la mesure de ces événements et à agir fortement pour protéger les personnes concernées. Aucune rumeur ne peut justifier de commettre des actes qui s'apparentent à une punition collective. Nous saluons la réaction des forces de l'ordre dans certaines villes et appelons à une protection systématique et effective face aux menaces. Nous attendons également une parole forte des pouvoirs publics pour dénoncer ces actes inacceptables, sans détour. Enfin, il est absolument nécessaire que des enquêtes de police soient diligentées et que des poursuites soient engagées contre les auteurs de ces événements graves.

Au-delà de ces événements, c'est la lutte contre la précarité, le renforcement des capacités d'agir des personnes et leur participation aux politiques publiques qui les concernent qu'il faut déployer avec une ambition plus affirmée, et ce pour tous les habitants des quartiers populaires, qu'ils soient Roms ou non. Il est urgent qu'une volonté politique soit portée clairement par le gouvernement pour imposer des conditions du vivre-ensemble afin de mettre fin aux discriminations et à la précarité.

[1] Grâce aux échanges avec les habitants de squats et bidonvilles sur le terrain, nos associations ont recensé des faits de violences ou intimidation à Colombes, Clichy sous Bois/Montfermeil, Aulnay/Sevran, Nanterre, Montreuil, Bondy, St Ouen, Bobigny, Champs sur Marne

Contact presse :

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope :

Manon Fillonneau 06 68 43 15 15 manon.fillonneau@romeurope.org

Médecins du Monde :

Fanny Mantaux - Insaf Rezagui presse@medecinsdumonde.net 06 09 17 35 59